

## **Pacte des solidarités : rien n'indique qu'il sera à la hauteur des enjeux.**

**Le gouvernement doit présenter son Pacte des solidarités – promis, annoncé puis repoussé à de nombreuses reprises – ce lundi 18 septembre. Un Pacte dont rien n'indique à ce jour qu'il sera à la hauteur de l'enjeu fixé en 2018 par le président de la République lui-même : « éradiquer la grande pauvreté en une génération ».**

Ce Pacte des solidarités s'inscrit dans la lignée de la dernière Stratégie pauvreté, dont les résultats sont loin d'être probants, et semble davantage constituer un ensemble de mesures déjà engagées plutôt qu'une politique globale et ambitieuse de lutte contre la pauvreté et les exclusions. D'autant qu'en parallèle, plusieurs lois votées ou en préparation s'apparentent davantage à une régression en la matière, à commencer par loi Kasbarian-Bergé – dite anti-squat – ou encore la réforme du RSA sous conditions portée dans la future loi Plein emploi.

**Pourtant l'enjeu est de taille.** Les personnes les plus pauvres étaient déjà les grands perdants du premier quinquennat durant lequel tous les ménages ont gagné en pouvoir d'achat ... sauf les 5 % les plus pauvres, selon une étude de l'INSEE. Depuis, face à l'inflation, de plus en plus de nos concitoyens décrochent. Alors que selon l'Insee le taux de privation matérielle et sociale a atteint 14% de la population début 2022 – son plus haut niveau depuis la création de cet indicateur en 2013 – les associations ne cessent de tirer la sonnette d'alarme dans tous les domaines : aide alimentaire, surendettement, nombre de personnes vivant à la rue...

**Face à cette situation, ATD Quart Monde appelle à une politique ambitieuse et structurelle sur l'ensemble des droits fondamentaux.** Car, nous le savons, tous les droits sont liés et la non-effectivité de l'un d'eux entraîne bien souvent le défaut de tous les autres. Cela passe notamment par :

- La mise en œuvre d'un **revenu garanti** indexé à hauteur d'un minimum de 50% du revenu médian, et son élargissement aux 18-25 ans, conjugué à un accompagnement choisi, adapté à chacun et basé sur la confiance, plutôt que sur les sanctions et les menaces.
- Une véritable politique de création d'**emplois décents**, plutôt qu'un retour vers l'emploi précaire et contraint comme le prévoit la future Loi Plein emploi.
- Une politique ambitieuse en matière de logement régulant le marché immobilier et permettant aux plus pauvres d'accéder à un **logement décent**, plutôt qu'une politique qui repose sur l'hébergement d'urgence qui, en plus d'être coûteux, n'apporte pas la stabilité nécessaire pour se reconstruire dans la dignité.
- L'accès à des **services publics de qualité** (éducation, santé, transport, justice, culture) quel que soit son lieu d'habitation, afin de renforcer l'accès aux droits qui ne cesse de s'effriter à la faveur de la dématérialisation et du manque de professionnels.
- Une **refonte de l'école** basée sur la mixité sociale, la co-éducation et des pédagogies basées sur la coopération, qui permettra à chaque enfant de se construire un avenir
- L'**évaluation systématique** de toutes les politiques publiques au regard de leur impact sur les 10 % des personnes les plus pauvres.

**Enfin, ATD Quart Monde demande que des moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux soient alloués à la lutte contre la pauvreté et les exclusions.**

### **CONTACT PRESSE**

Emilie Perraudin / [emilie.perraudin@atd-quartmonde.org](mailto:emilie.perraudin@atd-quartmonde.org) / 06 28 61 69 05